

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ÉTUDIANTE ET MOBILITÉ INTERNATIONALE DES  
ÉTUDIANTS**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">ANNEXE 1 : CONVENTION TRIENNALE CROUS DE PARIS-REGION ILE -DE- FRANCE</a>	
<a href="#">2023-2026.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">ANNEXE 2 : 8 FICHES PROJET ANIMATION RESIDENCES ETUDIANTES.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE ANIMATION RESIDENCES ETUDIANTES.....</a>	<a href="#">48</a>
<a href="#">ANNEXE 4 NON DIFFUSABLE : LISTE BENEFICIAIRES BOURSES MOBILITE</a>	
<a href="#">DOCTORANTS.....</a>	<a href="#">56</a>
<a href="#">ANNEXE 5 NON DIFFUSABLE : LISTE BENEFICIAIRES BOURSES MOBILITE IDF BTS.....</a>	<a href="#">58</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. Aides régionales au mérite - Année universitaire 2023-2024

L'aide régionale au mérite est une aide individuelle d'un montant de 1 000 €, versée à tous les étudiants franciliens boursiers en première année d'études, ayant obtenu dans notre région la mention « Très Bien » au Baccalauréat.

L'identification des étudiants bénéficiaires de cette aide régionale (hors formations sanitaires et sociales<sup>1</sup>) est assurée par le Crous de Paris, dans le cadre de l'instruction des dossiers sociaux des étudiants. La Région délègue la gestion et le versement de ces aides au Crous de Paris, qui agit pour le compte des trois Crous franciliens, depuis le lancement du dispositif en 2016.

**Depuis le lancement de ce dispositif en 2016, 17 343 Franciliens** ont bénéficié de cette aide, dont 459 étudiants en FSS.

**Durant l'année universitaire 2022-2023**, l'aide régionale au mérite a globalement bénéficié à 2 552 étudiants boursiers franciliens gérés par le Crous de Paris, et 78 inscrits en formations sanitaires et sociales (FSS), soit un effectif global de **2 630 étudiants bénéficiaires**.

**Pour l'année 2023-2024**, il vous est proposé d'adopter la nouvelle convention triennale de partenariat avec le Crous de Paris pour la mise en œuvre de ce dispositif (2023-2026), et l'annexe financière pour la mise en œuvre de ce dispositif pour l'année 2023-2024, présentées en annexe 1 à la délibération. Il vous est également proposé d'affecter les autorisations d'engagement nécessaires au versement des aides aux étudiants (hors FSS) à hauteur de **2 355 000 €**, réparties comme suit :

- 2 280 000 € attribués au Crous de Paris pour le paiement des aides aux étudiants nouveaux bacheliers éligibles ;
- 75 000 € attribués au Crous de Paris au titre des frais de gestion du dispositif régional.

Selon l'estimation de l'effectif qui sera affiné par le Crous de Paris en octobre, une affectation complémentaire pourra être proposée pour le paiement des aides aux étudiants.

### 2. Dispositif d'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents – Affectations 2023

Dans le cadre de son action en faveur du logement des jeunes et des étudiants, la Région a adopté en novembre 2020 un nouveau dispositif de soutien à l'engagement étudiant favorisant le lien social et le vivre ensemble dans les résidences étudiantes (cf. délibération n° CR 2020-048 du 19/11/2020).

Les projets visés par ce dispositif contribuent à l'engagement et l'expérience étudiant dans des projets solidaires, autour de thématiques variées (spectacle, écologie, vie des territoires, développement durable...), en lien avec les résidences étudiantes dans le but d'améliorer le vivre-ensemble et de créer du lien social.

Les subventions attribuées dans le cadre de ce dispositif sont plafonnées à 75 000 €, avec un taux d'intervention maximal de 60%.

Avec la crise sanitaire liée au Covid-19, ce type d'actions s'est avéré d'autant plus pertinent que l'isolement social des résidents est devenu criant durant les périodes de confinement et d'enseignement à distance intensif en 2020 et 2021.

<sup>1</sup> Pour les étudiants en formations sanitaires et sociales, l'attribution et le versement de l'aide sont gérés par les services régionaux

Pour cette troisième année de mise en œuvre (année universitaire 2023-2024), et après appel à candidatures, il est proposé de retenir les **huit projets** suivants, détaillés dans les fiches projets jointes en annexe 2 de la délibération, pour un **montant global de 190 400 €** :

- Poursuite du soutien à deux projets financés en 2022 :
  - o « Au nom du sport » de l'association ART ME UP, à hauteur de 15 000 €,
  - o « Resident'activ » de l'association ALTER'NATURE, à hauteur de 35 000 € ;
- Soutien aux six nouveaux projets suivants :
  - o « Sport U Campus » de l'association LA LIGUE IDF DE SPORT UNIVERSITAIRE, à hauteur de 30 000 €,
  - o « Sensibilisation et mobilisation des étudiants dans leurs logements et leurs quartiers », de l'association L'ACLEF, à hauteur de 15 000 €,
  - o « Café sciences dans ma résidence », de l'association LES PETITS DEBROUILLARDS, à hauteur de 15 000 €,
  - o « On parle, on mange ! » de l'association CRISALIM, à hauteur de 22 000 €,
  - o « Anime ta résidence », de l'association AFEV, à hauteur de 50 000 €,
  - o « Vie résidentielle des résidences HOME'R », de l'association ALJT, à hauteur de 8 400 €.

### 3. « Bourses Mobilité Île-de-France - Doctorants » Année 2023-2024 – premier appel à candidatures

La Région soutient la **mobilité à l'international des doctorants** en thèse dans l'un des laboratoires des écoles doctorales **de sciences humaines et sociales** implantées en Ile-de-France, et dont les travaux de recherche nécessitent un ou plusieurs déplacements à l'étranger.

Le dispositif a été rénové en 2022 (délibération n° CP 2022-400 du 23/09/2023) et a permis durant **l'année 2022-2023** de soutenir **297 doctorants**.

**Pour l'année 2023-2024**, deux appels à candidatures sont prévus. Un premier appel à candidatures a été ouvert sur la plateforme Mesdemarches avant l'été pour soutenir les mobilités débutant entre le 1er octobre 2023 et le 31 mars 2024. Un second appel à candidatures sera ouvert en fin d'année pour la période suivante (début des mobilités entre le 1<sup>er</sup> avril et 30 septembre 2024).

Après instruction des demandes sur le premier appel à candidatures, il vous est proposé de **soutenir 70 doctorants** dans leurs mobilités à l'étranger durant cette période. A cette fin, il est également proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **59 400 €** pour le paiement de ces aides individuelles.

### 4. « Bourses Mobilité Île-de-France - BTS » Année 2022-2023 - Attribution d'aides individuelles supplémentaires

Le dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France - BTS » consiste en des aides individuelles d'un montant de 500 € afin de favoriser la mobilité internationale des étudiants en Sections Techniciens Supérieurs par la participation au financement des séjours de stage à l'étranger des bénéficiaires. Pour l'année universitaire 2022-2023, les délibérations n° CP 2023-188 du 01/06/2023 et CP 2023-254 du 05/07/2023 ont permis de soutenir 407 étudiants.

Il vous est proposé d'attribuer cette aide individuelle à **4 étudiants supplémentaires** qui ont

formulé un recours auprès des services, qui a reçu un avis favorable après nouvelle instruction de leur demande. A cette fin il vous est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **2 000 €**.

Le **nombre total de bénéficiaires de ce dispositif pour l'année 2022-2023** est dorénavant de **411 étudiants soutenus**.

## **5. Affectation pour l'animation du réseau des étudiants-ambassadeurs de l'Île-de-France – édition 2023-2024**

Les Trophées des Etudiants ambassadeurs de l'Île-de-France permet aux étudiants franciliens partant en mobilité à l'international d'acquérir de nouvelles compétences en réalisant un projet de valorisation de l'Île-de-France à l'étranger. Ce concours réunit chaque année une centaine de participants. La Région a récompensé 27 lauréats lors de la précédente édition (2021-2022). Les lauréats de l'édition 2022-2023 seront désignés par un jury au mois d'octobre et présentés à la commission permanente de novembre prochain.

Depuis la première édition, les candidats engagés dans ce concours bénéficient d'une animation et d'un accompagnement qui contribuent par ailleurs à l'émergence d'une communauté d'étudiants ambassadeurs. Cette animation est confiée aux cabinets Latitude et IXESN France (marché n° 2100648, notifié le 30/12/2021, pour une période d'un an, renouvelable deux fois).

Pour la prochaine édition 2023-2024, il est proposé de reconduire cette contractualisation avec Latitude et IXESN France, pour un montant de **42 000 €**, tenant compte de la révision annuelle des prix prévue dans l'article III.5 du CCAP de ce marché.

L'appel à candidatures pour l'édition 2023-2024 sera lancé en octobre 2023.

## **6. Affectation pour une exposition permanente de photographies du patrimoine francilien au sein de la Maison de l'Île-de-France**


La Maison de l'Île-de-France est un lieu emblématique de notre région au sein de la Cité internationale universitaire de Paris, participant de son rayonnement auprès des étudiants et chercheurs étrangers qui y séjournent.

Afin de lui donner une réelle identité francilienne, et de permettre à ses résidents et aux visiteurs de découvrir la diversité des paysages et richesses de l'Île-de-France, il est proposé d'organiser une exposition permanente dans les espaces communs du bâtiment. 142 photographies issues de la photothèque du service Patrimoine de la région Île-de-France seront accrochées dans le hall d'accueil, le foyer et la bibliothèque, les couloirs des étages et les cuisines communes, avec une scénographie créée par les services de la Région.

A cette fin, il vous est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **15 000 €** pour financer les tirages photos par un laboratoire spécialisé ainsi qu'une prestation d'accrochage.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ÉTUDIANTE ET MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 adoptant la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative au 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 adoptant la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

**VU** la délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 modifiant les règlements d'intervention de l'aide régionale au mérite et de l'aide au passage du DAEU ;

**VU** La délibération n° CP 2018-464 du 17 octobre 2018 adoptant le règlement d'intervention du concours « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Île-de-France » ;

**VU** la délibération n° CR 2020-048 du 19 novembre 2020 relative à l'action régionale en faveur du logement des jeunes et des étudiants ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2023-2028 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-136 du 29 mars 2023 adoptant une seconde liste de bénéficiaires du dispositif d'aide individuelle à la préparation au DAEU ;

**VU** la délibération n°CP2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** la délibération n° CP 2023-243 du 05 juillet 2023 portant attribution des Bourses Mobilité Île-de-France 2022-2023 en faveur des étudiants en STS et des doctorants ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-345 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Aides régionales au mérite – Année 2023-2024**

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale au mérite » - Année 2023-2024, de soutenir la promotion des bacheliers 2023 mention « Très bien » par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 280 000 €.

Adopte la convention triennale de partenariat avec le Crous de Paris (2023-2026) et son annexe financière pour la mise en œuvre de ce dispositif en 2023-2024, telles que présentées en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte en conséquence une autorisation d'engagement de **2 280 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300302 « Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants » du budget 2023.

Affecte également une autorisation d'engagement de **75 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300302 « Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants » du budget 2023, au titre du paiement des frais de gestion réalisés par le Crous de Paris dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif régional « aide au mérite » pour l'année universitaire 2022-2023.

### **Article 2 : Animation des résidences étudiantes - Année 2023-2024**

Décide de participer au financement des huit projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération (fiches projet), par l'attribution de subventions d'un **montant global maximum prévisionnel de 190 400 €**, selon la répartition suivante :

- EX 075810 : AU NOM DU SPORT » de l'association ART ME UP, à hauteur de 15 000 €,
- EX 077348 : RESIDENT'ACTIV de l'association ALTER'NATURE, à hauteur de 35 000 €,
- EX 75683 : SPORT U CAMPUS de l'association LA LIGUE IDF DE SPORT UNIVERSITAIRE, à hauteur de 30 000 €,
- EX 075714 : SENSIBILISATION ET MOBILISATION DES ETUDIANTS DANS LEURS LOGEMENTS ET LEURS QUARTIERS, de l'association L'ACLEF, à hauteur de 15 000 €,
- EX 075765 : CAFE SCIENCES DANS MA RESIDENCE, de l'association LES PETITS DEBROUILLARDS, à hauteur de 15 000 €,
- EX 075770 : ON PARLE, ON MANGE ! de l'association CRISALIM, à hauteur de 22 000 €,
- EX 075867 : ANIME TA RESIDENCE, de l'association AFEV, à hauteur de 50 000 €,
- EX 077415 : VIE RESIDENTIELLE DES RESIDENCES HOME'R, de l'association ALJT, à hauteur de 8 400 €.

Approuve la convention-type présentée en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces huit subventions à la signature de conventions conformes



à la convention-type objet du précédent alinéa, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de **190 400 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » Programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », Action 12300304 « Formations supérieures » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2023, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé, assurant ainsi leur éligibilité à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, début de l'année universitaire.

### **Article 3 : « Bourses Mobilité Île-de-France – Doctorants » – Année universitaire 2023-2024**

Décide de soutenir au titre du dispositif « Bourses Mobilité IDF Doctorants » - année 2023-2024, les déplacements à l'étranger de **70 doctorants**, réalisés dans le cadre de leurs travaux de thèse, dont la liste figure en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions individuelles pour un montant global maximum prévisionnel de 59 400 €.

Affecte une autorisation d'engagement de **59 400 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants », du budget 2023.

### **Article 4 : Bourses Mobilité Île-de-France - BTS – Année 2022-2023**

Décide, au titre du dispositif « Bourses Mobilité Ile-de-France – BTS / Aide à la mobilité internationale des étudiants en STS », de soutenir **4 étudiants** dont les noms figurent en annexe 5 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximal prévisionnel de 2 000 €.

Subordonne le versement de cette aide individuelle à la transmission par le bénéficiaire, dans un délai de trois mois maximum à compter de la date d'attribution de l'aide, de l'attestation du stage réalisé à l'étranger au cours de l'année scolaire 2022-2023. A l'expiration de ce délai, le droit à subvention du bénéficiaire concerné est perdu.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants », du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er septembre 2022, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé. En effet le dispositif permet de soutenir des stages avec un départ en mobilité pouvant avoir lieu dès le début de l'année universitaire 2022-2023.

### **Article 5 : Affectation pour l'animation des Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Île-de-France – édition 2023-2024**

Affecte une autorisation d'engagement de **42 000 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement

supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants » du budget 2023, en vue d'assurer l'animation du concours et du réseau des étudiants-ambassadeurs de l'Île-de-France durant l'édition 2023-2024.

**Article 6 : Exposition permanente de photographies du patrimoine francilien au sein de la Maison d'Île-de-France**

Décide de financer l'organisation d'une exposition permanente de photographies du patrimoine francilien au sein de la Maison de l'Île-de-France, pour un budget maximum global de 15 000 € intégrant une prestation de tirage de 142 photographies et une prestation technique d'accrochage de ces visuels dans les espaces communs du bâtiment.

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **15 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **ANNEXE 1 : CONVENTION TRIENNALE CROUS DE PARIS- REGION ILE -DE- FRANCE 2023-2026**

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET  
LE CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES DE PARIS  
RELATIVE A LA GESTION DU DISPOSITIF DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE**

Entre

"La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N°CP 2023-345 du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »  
d'une part,

et

L'organisme dénommé : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris,  
situé au 13, rue de Santeuil 75005 Paris  
ayant pour représentant : Monsieur Thierry BÉGUÉ, Directeur général

ci-après dénommé « le Crous de Paris »  
d'autre part,

**PREAMBULE :**

Par la délibération n° CR 16-96 du 19 mai 2016, la Région affirme sa volonté d'accompagner les étudiants franciliens les plus méritants et les plus modestes dans leur cursus d'enseignement supérieur en créant le dispositif de l'aide régionale au mérite. Cette aide vise à récompenser les bacheliers franciliens qui ont obtenu la mention « Très Bien » et qui poursuivent leurs études en Ile-de-France.

Le règlement d'intervention de ce dispositif a été révisé par la Commission permanente du Conseil régional le 22 novembre 2017 (délibération n° CP 2017-511).

L'aide régionale au mérite s'adresse ainsi aux étudiants franciliens boursiers ayant obtenu une mention « Très bien » à la dernière session du baccalauréat français, habitant et inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en Ile-de-France, et bénéficiaires de la bourse sur critère sociaux (BCS) et de l'aide nationale au mérite versées par les Crous franciliens.

Le partenariat entre la Région Ile-de-France et le Crous de Paris a commencé en 2016 et a fait l'objet de trois conventions signées, le 21 novembre 2016, le 29 novembre 2019 et le 21

octobre 2022. Les deux premières ont été triennales et la troisième a été exceptionnellement d'une durée d'un an pour des raisons techniques dans la mise en œuvre opérationnelle par les Crous, à savoir la modification de la plateforme mutualisée du Crous concernant le dossier social étudiant (DES) et sa mise en place qui interviendra pour l'année universitaire 2023-2024.

La durée de la présente convention est à nouveau triennale.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT**

La présente convention, d'une durée triennale, a pour objet le renouvellement du partenariat entre la Région Île-de-France et le Crous de Paris établi lors de la mise en place du dispositif de l'aide régionale au mérite. La présente convention concerne la mise en œuvre de ce dispositif au titre des années universitaires 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026.

Elle fixe les conditions et modalités de gestion par le Crous de Paris du dispositif régional, et les obligations des deux parties.

### **ARTICLE 1.1 – Paiement des aides aux étudiants dans le cadre du dispositif « aides régionales au mérite »**

Chaque année universitaire, le Crous de Paris transmet à la Région une estimation du nombre de bénéficiaires pour l'année en cours, correspondant à un budget prévisionnel pour le paiement des aides régionales.

Sur cette base, la Région Ile-de-France affecte chaque année le budget nécessaire au paiement de ces aides à la commission permanente de septembre. Ces dispositions sont précisées par une annexe financière annuelle, votée et intégrée par avenant à la présente convention.

Conformément à l'article 2.3.1, l'aide régionale est versée en une fois aux étudiants bénéficiaires.

Au cours de l'année universitaire, le Crous de Paris affine son estimation de l'effectif bénéficiaire de l'aide régionale au mérite, et la Région prévoit éventuellement une seconde affectation pour l'année en cours si les besoins le nécessitent. L'annexe financière de l'année en cours est alors amendée et votée par la Commission permanente du Conseil régional.

### **ARTICLE 1.2 – Frais de gestion pour la mise en œuvre du dispositif « aides régionales au mérite »**

Le Crous de Paris, représentant les Crous franciliens, assure la gestion des aides régionales au mérite, selon les conditions et modalités définies dans la présente convention. Il instruit les dossiers des étudiants (demandes de BCS), et verse les aides aux étudiants éligibles au dispositif régional, rend compte aux services de la Région de la bonne mise en œuvre du dispositif et produit un rapport en fin de campagne avec des éléments statistiques.

A ce titre, la Région verse des frais de gestion annuellement au Crous de Paris, après vote par la Commission permanente du Conseil régional de l'autorisation d'engagement afférente. Les frais de gestion apparaissent dans l'annexe financière annuelle à la présente convention. Les modalités de versement de ces frais de gestion sont précisées dans l'article 7.3 de la présente convention.

## ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF REGIONAL

### ARTICLE 2.1 : Rappel des critères d'éligibilité au dispositif « Aides régionales au mérite »

L'aide régionale s'adresse aux étudiants boursiers sociaux, habitant en Ile-de-France, et :

- ayant obtenu, en Ile-de-France, la mention « très bien » à la dernière session du baccalauréat français,
- étant inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur francilien,
- et bénéficiant de la bourse sur critères sociaux versée par les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) des académies de Paris, Versailles et Créteil.

Cette aide est cumulable avec une aide attribuée dans le cadre de la poursuite d'études supérieures par l'Etat ou par une autre collectivité territoriale française.

Les aides régionales au mérite sont attribuées dans la limite de la dotation budgétaire annuelle affectée au dispositif.

### ARTICLE 2.2 : Désignation des bénéficiaires de l'aide régionale au mérite

Le Crous de Paris est responsable de la gestion et de la désignation des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale au mérite.

A ce titre, le Crous de Paris est le représentant des Crous franciliens.

En application de la circulaire<sup>1</sup> de l'Etat fixant chaque année les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale, l'instruction et la prise en charge par le Crous de Paris des demandes d'aide régionale au mérite s'échelonnent sur l'année universitaire en cours (cf. Avenant – Annexe financière).

Cependant, dans le cadre du dispositif régional, et afin d'être en conformité avec l'instruction des dossiers de demandes de bourses sur critères sociaux par le Crous de Paris, le 31 décembre de l'année N constitue une date butoir au-delà de laquelle les dossiers d'étudiants méritants déposés ne sont plus éligibles à l'aide régionale au titre de l'année universitaire N-N+1<sup>2</sup>.

Au regard de ces éléments, le Crous de Paris constitue une liste d'étudiants éligibles à l'aide régionale au mérite pour l'année universitaire N-N+1, constituée des étudiants bacheliers méritants de l'année N.

Cette liste est consolidée tout au long de l'année universitaire par le Crous de Paris. Elle est transmise aux services de la Région à minima aux échéances suivantes : la liste - arrêtée au 1<sup>er</sup> des mois suivants : février, mars et juin – doit être communiquée dans les 10 jours qui suivent sa constitution (respectivement avant le 10 février, 10 mars et 10 juin).

Les listes transmises en mars et en juin comprennent par ailleurs les informations suivantes :

---

<sup>1</sup> Pour l'année 2023-2024 : circulaire n°20XX-XXX du XX-XX-20XX relatives aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 20XX-20XX.

<sup>2</sup> Pour l'année 2023-2024 : année N = 2023 / année N+1 = 2024

? Le genre (H/F),  
? Les noms, prénoms et coordonnées (postales et courriel) du bénéficiaire,  
? Le département de résidence,  
? Le type de bac obtenu,  
? Le lieu d'obtention du Bac (par académie),  
? La formation suivie durant l'année en cours et l'établissement d'enseignement supérieur francilien d'inscription ;  
? Le niveau de l'échelon de la bourse sur critères sociaux (BCS) ;  
? L'académie de rattachement de l'étudiant bénéficiaire (Paris, Versailles, ou Créteil),  
Sur cette base, la Région a la charge de transmettre aux bénéficiaires de l'aide au mérite la notification du soutien régional.

## ARTICLE 2.3 : Conditions relatives au bénéfice et au versement de l'aide régionale au mérite

### Article 2.3.1 : Modalités de versement de l'aide régionale aux étudiants bénéficiaires

Le Crous de Paris a la charge de verser pour le compte de la Région Ile-de-France, l'aide régionale au mérite à chaque étudiant reconnu comme bénéficiaire de l'aide régionale et figurant sur la liste, telle que définie dans l'article 2.2.

L'aide régionale au mérite est attribuée par le Crous de Paris selon les modalités suivantes :

- Attribution de l'aide aux étudiants qui répondent aux critères d'éligibilité précisés dans l'article 2.1 ;
- Versement de l'aide aux étudiants éligibles, en une fois sur leur compte bancaire, au plus tard le 28 février de l'année N+1 ; en cas de dossier incomplet au 28 février, ou transmis tardivement, le Crous de Paris a jusqu'au 31 août de l'année N+1 pour assurer le versement.

Si durant l'année universitaire N-N+1, des bacheliers de l'année N-1 étaient reconnus comme éligibles à l'aide régionale sans en avoir bénéficié durant l'année universitaire précédente, le Crous de Paris en informera la Région Ile-de-France pour validation avant paiement de l'aide régionale à ces bénéficiaires. Le Crous de Paris établira alors une seconde liste de bénéficiaires, complémentaire à la liste prévue à l'article 2.2.

### Article 2.3.2 : Traitement des sommes indûment perçues par des étudiants franciliens méritants

En cas de remboursement direct de l'étudiant, les sommes seront encaissées sur le compte spécifique pour le versement des avances liées au paiement des aides régionales au mérite. Elles feront l'objet de l'émission d'un titre de recettes lors de la reddition finale du compte.

En cas de remboursement non spontané de l'étudiant, le Crous de Paris établit un état détaillé des créances et le communique à la Région qui se réserve le droit d'émettre ou non un titre de recette. En cas de titre de recette émis par la Région, celle-ci le transmet à son comptable public, chargé des procédures de recouvrement, incluant d'éventuelles procédures contentieuses.

Les demandes de remises gracieuses exprimées par les étudiants relèvent de la Région qui décide, soit d'accorder une remise gracieuse totale ou partielle, soit de rejeter la demande.

## ARTICLE 2.4 : Suivi et évaluation du dispositif régional



Le Crous de Paris présente à la Région après clôture des paiements aux étudiants pour une année universitaire un rapport d'activité présentant a minima des données statistiques sur le public bénéficiaire de l'aide régionale.

Le Crous de Paris transmettra aux Crous de Créteil et Versailles les données chiffrées récapitulatives de la mise en œuvre du dispositif, lors d'une réunion annuelle en mai-juin de chaque année à laquelle les services de la Région seront conviés.

Le Crous de Paris apportera son appui à la Région Ile-de-France pour l'évaluation du dispositif.

### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CROUS DE PARIS**

Par la présente convention, le Crous de Paris s'engage à :

- Verser pour le compte de la Région l'aide régionale au mérite sur les comptes bancaires respectifs des bénéficiaires du dispositif régional ;
- Informer les étudiants bénéficiaires de l'attribution de l'aide régionale et de son versement sur le compte de l'étudiant ;
- Transmettre à la Région la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale au mérite versée, selon les conditions énumérées à l'article 2.2 de la présente convention ;
- Informer la Région de tout changement de situation pour les bénéficiaires de l'aide au mérite soutenus par la Région (abandon des études, changement de situation du bénéficiaire, suppression de l'aide au mérite, ...) ;
- Participer au programme d'évaluation du dispositif régional : un rapport des données statistiques des bénéficiaires de l'aide est fourni chaque année au plus tard au moment du solde et reprenant a minima les indications demandées à l'article 2.2, lors de la communication des listes d'étudiants, intégré au rapport d'activité final ;
- Contribuer à la promotion du dispositif auprès des bénéficiaires et à la bonne diffusion des informations auprès des étudiants ; diffuser au besoin les supports de communication créés par la Région Ile-de-France à cet effet.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE**

Par la présente convention, la Région s'engage à :

- Verser au Crous de Paris les crédits nécessaires au paiement de l'aide régionale au mérite ;
- Verser au Crous de Paris les sommes correspondantes aux frais de gestion du dispositif régional ;
- Mettre en œuvre les moyens de communication relatifs au dispositif régional ;
- Accompagner le Crous de Paris dans toutes ses démarches en lien avec la mise en œuvre du dispositif régional ;
- Piloter l'évaluation du dispositif.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES PERSONNELLES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE**

*Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements*

*de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).*

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le bénéficiaire sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif de l'aide régionale au mérite en faveur des étudiants sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

#### **Violation de sécurité :**

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au **point 6 de l'annexe n° 1 à la présente convention**.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

Le contact Crous de Paris de l'autorité de contrôle compétente : **XXX**

## **ARTICLE 6 : CADRE GENERAL D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT**

### **Article 6.1 : Organisation mise en place pour le suivi du partenariat**

Le Crous de Paris désigne une personne référente pour l'ensemble des obligations liées à cette convention. Il en communique le nom et les coordonnées auprès de la Région.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le Crous de Paris doit en aviser immédiatement la Région. A ce titre, l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

### **Article 6.2 : Contrôle financier et bilan annuel**

La Région peut effectuer à tout moment les contrôles administratifs et comptables qu'elle estime nécessaires. Pour ce faire, le Crous de Paris lui communique tous les dossiers et pièces justificatives concernant la présente convention de partenariat.

Le Crous de Paris tient une comptabilité distincte pour la gestion du dispositif régional et ouvre, à cet effet, les comptes spécifiques dont l'un exclusivement réservé au versement des avances consenties au titre des aides au mérite conformément à l'article 7 de la présente convention.

Le compte au crédit duquel sont mandatées les avances relatives aux frais de gestion du dispositif doit être non rémunéré. En aucun cas, le Crous de Paris ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 7.1 : Règles de caducité**

Les règles de caducité énumérées ci-après s'appliquent pour les sommes attribuées au Crous de Paris tant pour le versement des aides régionales aux étudiants que pour celles correspondant aux frais de gestion du dispositif régional.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution des subventions par l'assemblée délibérante, le Crous de Paris n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement pour chacune des deux sommes attribuées, ces attributions deviennent caduques et sont annulées.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'une année par décision de la Présidente, si le Crous de Paris établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de versement de la subvention et de l'acompte pour les frais de gestion, le Crous de Paris dispose d'un délai maximum de deux ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat des frais de gestion est caduc.

### **ARTICLE 7.2 : Modalités de versement des crédits destinés au **paiement des aides régionales au mérite****

#### **Article 7.2.1 : Conditions de versement des avances de fonds et justification de leur emploi**

Les crédits destinés au paiement des aides régionales au mérite font l'objet d'un appel de fonds du Crous de Paris auprès de la Région, sur lequel le Crous de Paris ne peut prélever de fonds participant au paiement des frais de gestion du dispositif régional.

Le CROUS de Paris se libère des sommes correspondantes aux avances liées au paiement des aides au mérite en les faisant porter au crédit d'un compte distinct.

Le règlement interviendra selon le principe du compte en banque unique et de l'unicité de caisse. L'individualisation s'effectue de fait dans la comptabilité du comptable du Crous de Paris sur un compte de classe 4 ouvert dans la comptabilité de l'agent comptable du Crous de Paris.

Au titre de l'année universitaire N-N+1, sur appel de fonds du Crous de Paris, la Région procède au versement de la subvention attribuée par la Région conformément à l'annexe financière jointe à la convention pour l'année N-N+1, correspondant à 100% du montant affecté pour le paiement des aides régionales au mérite N-N+1.

Selon les besoins identifiés par le Crous de Paris en cours d'année (estimation affinée au second semestre de l'année N-N+1), une seconde affectation pourra être proposée en l'année N+1 au vote des élus régionaux pour couvrir les nouveaux besoins.

La Région ne peut mandater au-delà du montant global affecté par délibération de la commission permanente du conseil régional pour le paiement des aides régionales au mérite pour chaque année universitaire.

#### Article 7.2.2 : Clôture de la convention relative au versement de l'aide au mérite pour le compte de la Région

A l'issue de chaque année universitaire et au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre, le Crous de Paris doit produire à la Région un rapport d'activité et un rapport financier, valant état de liquidation des comptes. Ces documents doivent comporter le détail complet des recettes perçues de la part de la Région sous la forme d'avances avec les dépenses correspondant aux aides reversées aux étudiants, signés par le représentant légal et visés par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Ces documents permettront d'établir un bilan de la convention de partenariat portant sur le versement de l'aide régionale.

Le comptable assignataire est l'agent comptable du Crous de Paris.

En cas de solde excédentaire, la Région émet un titre de recettes correspondant au montant des aides non versées.

#### ARTICLE 7.3 : Modalités de versement des crédits destinés au **paiement des frais de gestion** liés à la mise en œuvre du dispositif régional

Les crédits destinés au paiement des frais de gestion font l'objet d'une demande d'avance de fonds et d'une demande de solde émanant du Crous de Paris auprès de la Région et sur lesquelles le Crous de Paris ne peut prélever de fonds participant au paiement des aides au mérite du dispositif régional.

Le Crous de Paris se libère des sommes correspondantes aux appels de fonds liés au paiement des frais de gestion en les faisant porter au crédit d'un compte distinct.

Le règlement interviendra selon le principe du compte en banque unique et de l'unicité de caisse. L'individualisation s'effectue de fait dans la comptabilité du comptable du Crous de Paris sur un compte de classe 4 ouvert dans la comptabilité de l'agent comptable du Crous de Paris.

A la signature de l'annexe financière annuelle et sur appel de fonds du Crous de Paris, la Région procède au mandatement d'une première avance correspondant à 50% de la dotation votée au titre des frais de gestion.

Le second appel de fonds de 50 % constitue le solde et doit être accompagné d'un compte rendu financier et d'un rapport d'activité précisant notamment :

- le nombre réel de dossiers gérés et par académie ;
- le nombre de personnel dédié à la mise en œuvre du dispositif régional en ETP sur l'année universitaire ;
- les données précisées dans l'article 7.2.2 de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations

en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont notamment :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

- L'information relative à cette action prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés sur la page dédiée à l'aidée régionale au mérite et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

**ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La convention de partenariat prend effet à compter de la date de signature par les parties, permettant la mise en œuvre du dispositif régional pour l'année universitaire N-N+1 selon les conditions précisées dans l'annexe financière afférente.

**ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est préalablement autorisée par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

**ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION**

L'une ou l'autre des parties des parties peut prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations respectives. Dans ce cas, la partie obligée adresse à la partie considérée défaillante une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure

restent en tout ou partie inexécutées, la partie obligée adresse à la partie considérée défaillante la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

#### ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige concernant l'exécution de la présente convention, ainsi qu'en cas d'interprétation des clauses et des conditions ci-dessus indiquées, la juridiction compétente pourra être saisie par l'une des deux parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,  
Le

Pour la Région Île-de-France

Pour le Crous de Paris

## **Annexe précisant les obligations des signataires relatives à la protection des données à caractère personnel**

### **1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris (ci-après « le Crous de Paris ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Crous de Paris sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention de partenariat, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la gestion du dispositif de l'aide régionale au mérite et de définir les responsabilités de la Région et du Crous de Paris concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### **2. Obligations respectives des responsables conjoints**

#### **2.1 Finalités du traitement**

La Région et le Crous de Paris déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- Une aide régionale au mérite de 1 000 euros est adressée aux étudiants franciliens boursiers ayant obtenu une mention « Très bien » à la dernière session du baccalauréat français, habitant et inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en Ile-de-France, et bénéficiaires de la bourse sur critères sociaux (BCS) et de l'aide nationale au mérite versées par les Crous franciliens.

#### **2.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région et le Crous de Paris déterminent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Les moyens sont définis par le Crous de Paris et portés à la connaissance de la Région.
- Les données sont recueillies et traitées par le Crous dans le cadre de l'aide au mérite de L'État.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **2.3 Données traitées**

### **Données courantes**

- ☐ Etat civil (titre (M/Mme), nom, prénom)
- ☐ Données de connexion (adresse de messagerie électronique)
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.)
- ☐ Autres, préciser : Les données nécessaires pour la Région sont : Promotion, montant, date de paiement, formation, code UAIRNE, établissement, n° INE, date de paiement, Crous de gestion, statut d'éligibilité, décision « éligible MEP » et académie.

### **Données sensibles ou à caractère hautement personnel**

Aucune donnée sensible ou à caractère hautement personnel

## **2.4 Catégories de personnes concernées**

Les personnes concernées sont :

- ☐ Autres : étudiants franciliens boursiers ayant obtenu une mention « Très bien » à la dernière session du baccalauréat français, habitant et inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en Ile-de-France, et bénéficiaires de la bourse sur critères sociaux (BCS) et de l'aide nationale au mérite versées par les Crous franciliens. Ces étudiants peuvent être majeurs ou mineurs, mais ce caractère n'est pas recueilli par la Région.

## **2.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Par une convention triennale, le Crous de Paris est chargé d'instruire et de traiter les dossiers des étudiants, de leur verser l'aide régionale au mérite, de participer à l'évaluation du dispositif ainsi qu'à sa communication.
- La Région finance quant à elle le dispositif, pilote l'évaluation et mets en œuvre des moyens de communication.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

La Région finance le dispositif, pilote l'évaluation et mets en œuvre des moyens de communication aux étudiants bénéficiaires.

Le Crous de Paris instruit et traite les dossiers des étudiants éligibles, et leur verse l'aide régionale au mérite. Le Crous informe également les étudiants de leur éligibilité.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **3. Respect des obligations légales**

### **3.1 Durée de conservation**

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et au Crous de Paris pour une durée de cinq ans.

### **3.2 Information des personnes concernées**



Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par le Crous de Paris.

### **3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement du traitement sont mises en œuvre par le Crous de Paris et pour les données régionales (données transmises par le Crous de Paris à la Région), par la Région.

### **3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par le Crous de Paris et pour les données régionales par la Région (données transmises par le Crous de Paris à la Région).

### **3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par le Crous de Paris et pour les données régionales par la Région (données transmises par le Crous de Paris à la Région).

### **3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par le Crous de Paris et pour les données régionales par la Région (données transmises par le Crous de Paris à la Région).

### **3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par le Crous de Paris et pour les données régionales par la Région (données transmises par le Crous de Paris à la Région).

Le Crous de Paris est responsable de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Le Crous de Paris a, par ailleurs, pour mission de :

- Procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.
- Notifier les informations à la Région.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par le Crous de Paris qui notifiera les changements à la Région par tout moyen qu'il estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

## **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Le Crous de Paris est en charge des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

## **5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- Le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- Les finalités du traitement ;
- Une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- Les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- Le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## **6. Violation de sécurité**

Le Crous de Paris est en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Le Crous de Paris a pour tâche :

- De prendre les mesures adaptées ;
- De tenir le registre des violations ;
- D'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- D'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Le Crous met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

## **7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

Le contact Crous de Paris de l'autorité de contrôle compétente : XXX

## **8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

## **9. Communication des grandes lignes**

Le Crous de Paris définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes :

La Région définit ces conditions ci-dessus uniquement pour les données qu'elle récupère.

## **10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

## **11. Sous-traitance**

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET  
LE CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES DE PARIS  
RELATIVE A LA GESTION DU DISPOSITIF DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE**

**ANNEXE FINANCIERE N°1 POUR L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2023-2024**

Conformément à l'article 7.2.1 de la convention de partenariat signé entre la Région Ile-de-France et le Crous de Paris en date du **XX XXX 2023**<sup>3</sup>, l'annexe financière annuelle a pour but de fixer le montant de la subvention versée au Crous de Paris dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de versement de l'aide au mérite de la Région Ile de France, au profit des étudiants concernés.

La présente annexe présente les modalités de versement de la subvention pour l'année universitaire 2023-2024 permettant au Crous de Paris de réaliser les paiements au profit des étudiants. Elle précise également le montant des frais de gestion dus au CROUS de Paris, au titre de la prestation réalisée pour le compte de la Région Ile de France.

**1. Versement de la subvention attribuée au Crous de Paris pour le paiement des aides régionales au mérite**

Le coût prévisionnel total au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2023-2024 est de **2 280 000 €** affectés en 2023, versés au Crous de Paris avant le 31 décembre 2023 afin d'enclencher, dès encaissement des fonds, le règlement des aides régionales aux étudiants.

Le versement de la subvention est subordonné à un appel de fonds du Crous de Paris adressé à la Région Ile-de-France dès vote par sa commission permanente de la subvention.

Conformément à l'article 7.2.1, un nouvel appel de fonds peut être réalisé par le Crous de Paris courant 2024 s'il s'avère que l'estimation de coût réalisé ne permet pas de couvrir le paiement des aides à l'ensemble des bénéficiaires. Le versement de ce complément de subvention est subordonné au vote d'une nouvelle affectation budgétaire par la commission permanente.

**2. Versement des frais de gestion au profit du Crous de Paris**

Le montant des frais de gestion liés à la mise en œuvre du dispositif régional pour l'année universitaire 2023-2024 est fixé à **75 000 €**.

Conformément à l'article 7.3 de la convention, leurs modalités de règlement sont les suivantes :

---

<sup>3</sup> Convention annuelle adoptée par la Région IDF le 21 septembre 2023 (délibération n° CP 2023-345)

Sur appel de fonds du Crous de Paris, au moment de la mise en place du dispositif pour l'année universitaire 2023-2024, la Région procède au mandatement d'une première avance correspondant à 50% de la dotation votée au titre des frais de gestion.

Le second appel de fonds de 50 % constitue le solde et doit être accompagné d'un compte rendu financier et d'un rapport d'activité.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Région Ile-de-France

Pour le Crous de Paris

## **ANNEXE 2 : 8 FICHES PROJET ANIMATION RESIDENCES ETUDIANTES**

**DOSSIER N° EX075683 - Sport U Campus**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	68 000,00 € TTC	44,12 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIGUE PARIS ILE DE FRANCE DU SPORT  
UNIVERSITAIRE  
Adresse administrative : 9F BOULEVARD JOURDAN  
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Jean-François FROUSTEY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Mise en place d'ateliers et d'animations sportives avec les étudiants et à destination des étudiants, visant les objectifs suivants :

- Santé : favoriser une pratique physique pour lutter contre la sédentarité et sensibiliser les étudiants à différentes thématiques en lien avec la santé (alimentation/nutrition, mobilité douce, conduites à risque [alcool, tabagisme, drogues, etc... ]),
- Social : offrir des temps d'animation et d'échange favorisant les rencontres au sein des résidences permettant ainsi de créer du lien social entre les étudiants et redynamiser ces espaces,
- Sportif : valoriser les filières sportives et contribuer à la promotion d'une filière professionnalisante.

Les résidences visées sont situées à Champs-sur-Marne, Cachan, Créteil, Daviel (Paris 13ème), Bobigny et Villetaneuse, soit des résidences en quartier politique de la ville, avec une forte densité étudiante.

Au-delà de la mission principale de favoriser la pratique des activités sportives auprès des étudiants, la Ligue sensibilise les étudiants sur différents aspects de gestion d'une association sportive, comme l'engagement en qualité de dirigeant d'arbitre ou de juge, de bénévole, mais aussi sur les bonnes



pratiques dans la construction du citoyen.

En coordination avec les autres partenaires du projet, la Ligue organise des actions de sensibilisation sur les conduites à risque et addictions, des actions sur le développement durable et la mise en place d'une friperie itinérante orientée sur les textiles sportifs afin de favoriser la pratique de tous, mais aussi inciter les étudiants à s'engager dans sa mise en œuvre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Population cible : 25 000 étudiants en résidences universitaires

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations charges)	43 380,00	63,79%
Frais d'ingénierie	12 500,00	18,38%
Frais de communication (communication digitale, campagne d'affichage...)	9 120,00	13,41%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants (mise en place d'une friperie sportive...)	3 000,00	4,41%
Total	68 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	30 000,00	44,12%
CVEC	15 000,00	22,06%
ACEF	6 000,00	8,82%
Groupama	1 500,00	2,21%
Fonds propres	15 500,00	22,79%
Total	68 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075714 - Pour une résidence écologique, ouverte et participative**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	35 229,00 € TTC	42,58 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L'ASSOCIATION DE COOPERATION POUR LE LOGEMENT DES ETUDIANTS DE FRANCE

Adresse administrative : 15 RUE JEAN ANTOINE DE BAIF  
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur LAURENT PERL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

L'association de Coopération pour le logement des Etudiants de France (L'ACLEF) a été créée en 2015 par un collectif d'étudiants pour agir concrètement contre les difficultés d'accès au logement dans les zones universitaires tendues. Cette action se concrétise par la gestion d'une première résidence étudiante à la rentrée 2023 à Ivry-sur-Seine, réhabilitée par la foncière Bellevilles (4 logements en colocation, 2 studios et des espaces collectifs, pour 14 étudiants). L'association héberge par ailleurs, en intermédiation locative, 115 étudiants à Paris et Aubervilliers.

Sensibles aux questions environnementales et souvent considérés comme des habitants de passage qui ne profitent pas assez des quartiers dans lesquels ils ont un pouvoir d'action et de transformation considérable, les étudiants sont souvent des primo-décohabitant, encore peu sensibles à l'appropriation de leurs logements.

Partant de ce constat, l'ACLEF souhaite dépasser son rôle de gestion locative et accompagner les étudiants hébergés dans les différents aspects de leur vie d'habitant.

Le projet qui sera déployé à Ivry-sur-Seine au sein de cette nouvelle résidence étudiante les actions suivantes visant plusieurs objectifs :

- objectif écologique, via l'organisation d'ateliers de sensibilisation à la maîtrise de la consommation d'énergie, d'eau, au zéro déchets,
- objectif d'ouverture sur son quartier, via l'incitation des étudiants à l'engagement citoyen dans le tissu associatif de proximité ou communal, par des temps de présentation des associations au sein de la résidence,
- objectif participatif, en donnant aux étudiants les outils nécessaires pour améliorer leur cadre de vie, comme par exemple initier des projets collectifs portés par les étudiants résidents et financé par un budget participatif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

 IVRY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	22 229,00	63,10%
Frais d'ingénierie (prestation accompagnement et sensibilisation, ...)	10 000,00	28,39%
Frais de communication (impression livrets conseils, kits, ...)	1 000,00	2,84%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	2 000,00	5,68%
Total	35 229,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	15 000,00	42,58%
CD 94	5 000,00	14,19%
CAF 94	15 000,00	42,58%
Fonds propres	229,00	0,65%
Total	35 229,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075765 - Cafés Sciences dans ma résidence !**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	25 000,00 € TTC	60,00 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE  
Adresse administrative : 2-20 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLEND  
93100 MONTREUIL  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Les cafés sciences proposés sont des temps d'échanges, de conférences organisées par et pour les étudiants autour de sujets relevant de la culture scientifique et technique ou des sciences sociales : les transitions (développement durable, éco-responsabilité, les communs, les énergies), l'alimentation, la biodiversité, le climat, la santé et l'environnement...), le numérique (IA, les objets connectés, le décryptage de l'information, les réseaux sociaux...), le vivre ensemble (les solidarités, le sport, les discriminations, la citoyenneté...).

Chaque projet se déroulera en plusieurs étapes qui seront adaptées et affinées selon les contextes et les étudiant.es participants. L'objectif est d'accompagner les étudiants sur ces différents temps afin qu'ils puissent in fine s'en emparer de manière autonome : constitution de groupes d'étudiants prêt à organiser un café science, temps de travail et de proposition, identification des ressources, prise de contact et rencontres avec les chercheurs, communication, organisation logistique...

Les objectifs sont de contribuer à l'émergence d'un esprit de communauté, le vivre ensemble, l'acquisition de nouvelles compétences.




Le projet comprend l'organisation de 4 Cafés sciences, dans les résidences universitaires d'Ivry-sur-Seine

et de Cachan ainsi que dans une résidence universitaire de Paris.

Le projet comprend également la mise en place de 2 Form'actions au bénéfice d'une vingtaine d'étudiants de résidences universitaires de Cergy et/ou Nanterre. Cette initiative consiste former les étudiants à la découverte de l'animation et de la médiation scientifique et technique autour d'une thématique qu'ils auront déterminé en lien avec le café sciences organisé. Devenus "ambassadeurs" d'une thématique, ils pourront animer les cafés sciences ou proposer des animations à destination de jeunes des quartiers proches des résidences.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

-  PARIS
-  CACHAN
-  IVRY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	18 604,00	74,42%
Frais d'ingénierie	4 750,00	19,00%
Frais de communication	600,00	2,40%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	1 046,00	4,18%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	15 000,00	60,00%
ANCT	4 000,00	16,00%
Mairie de Paris	1 500,00	6,00%
Conseil départemental 94	1 500,00	6,00%
Fonds Ayudar	2 000,00	8,00%
Fonds propres	1 000,00	4,00%
Total	25 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075770 - On parle, on mange !**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	36 909,00 € TTC	59,61 %	22 000,00 €
Montant total de la subvention			22 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CRISALIM

Adresse administrative : 75 AVENUE TERRE  
95210 SAINT GRATIEN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame MARGUERITE GRANDJEAN, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Crisalim est une association loi 1901, à but non-lucratif, créée en janvier 2022. Reconnue d'intérêt général, l'association œuvre à travers ses programmes auprès des 15-25 ans et des bénéficiaires de l'aide alimentaire. "On parle, on mange" est un programme destiné à favoriser leur autonomie alimentaire en matière d'achat, de cuisine et de consommation. L'association intervient en résidence étudiante, en foyer de jeunes travailleurs, en espace jeunesse ou encore dans des établissements scolaires. À travers des temps d'échange et des repas partagés, allant jusqu'à la cuisine collective, elle interroge le rapport des jeunes à l'alimentation en les incitant à en expérimenter d'autres en se donnant des défis de groupe.

Le projet proposé sera déployé dans les résidences ARPEJ la Cerisaie à Fresnes et les résidences Victor Guerreau, Millenium et Campuseo à Vélizy-Villacoublay, soit un effectif de 1000 étudiants. Via un parcours collectif d'accompagnement, les objectifs sont :

- d'agir sur les représentations des jeunes sur l'alimentation, en créant des groupes d'échange et de repas conviviaux sur leur lieu de vie ou d'activité, pour déconstruire les stéréotypes et idées reçues, favoriser l'esprit critique et susciter l'envie de tenter d'autres façons de faire ;
- Développer l'entraide entre les jeunes concernant leur alimentation, en favorisant la transmission des

savoirs (achat, cuisine, nutrition, offre locale) et l'expérimentation (cuisine collective, achats groupés, découverte du territoire

- Renforcer les liens de proximité entre les jeunes, pour renforcer leur estime de soi, la confiance dans les autres, et susciter l'engagement dans leur quartier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- VELIZY-VILLACOUBLAY
- FRESNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	29 209,00	79,14%
Frais d'ingénierie	6 000,00	16,26%
Frais de communication	200,00	0,54%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	1 500,00	4,06%
Total	36 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	22 000,00	59,61%
ARPEJ	2 000,00	5,42%
Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA)	6 909,00	18,72%
Fonds propres	6 000,00	16,26%
Total	36 909,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075810 - Au nom du sport - édition 2023-2024**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	64 155,00 € HT	23,38 %	15 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ART ME UP  
Adresse administrative : 109 RUE DE LA REUNION  
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame JULIE VERMOND, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Pour la seconde année consécutive, le projet théâtral "Au nom du sport" a pour thématique générale l'inclusion et l'intégration par le sport. La première édition a permis la mobilisation de 70 étudiants autour de l'organisation de 4 laboratoires, 7 représentations et 11 séances de découverte du parcours théâtral.

Fort des laboratoires organisés en 2022-2023 sur cette thématique, la saison 2023-2024 portera spécifiquement sur le rapport qu'entretiennent les étudiants avec le sport et les thématiques connexes de discriminations comme la place de la femme, le sexisme, le racisme, l'homophobie et les inégalités financière d'accès à la pratique sportive.

Les étudiants seront mobilisés via un appel à candidatures au sein des différentes maisons de la CIUP et des résidences universitaires des 5<sup>ème</sup> et 12<sup>èmes</sup> arrondissements de Paris, des services vie étudiante de plusieurs universités (Sorbonne Nouvelle, Paris Cité) et de la MIE de Paris. Des laboratoires de découverte (20 séances hebdomadaires, 3h chacune, d'octobre à décembre) et de création (30 séances hebdomadaires, 3h chacune, de janvier à mai) seront organisés pour aboutir à des représentations en fin d'année universitaire. Parallèlement, les participants bénéficieront d'un parcours théâtral et sportif : accès



à des spectacles et visites de théâtres, rencontres avec des acteurs, découverte de disciplines sportives. L'objectif visé est de 70 étudiants impliqués dans le projet.

Conformément aux attendus du dispositif régional sollicité, ce projet :

- invite des étudiants de résidences universitaires à s'engager dans un projet collectif, au service d'une création artistique mobilisatrice dans la perspective des JOP 2024,
- contribue au développement des "soft skills" des étudiants engagés : prise de parole, confiance en soi, responsabilisation liée à l'engagement dans un projet sur toute l'année universitaire,
- mobilise les résidences universitaires concernées, comme lieux d'expression et de création artistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- PARIS
- GUYANCOURT
- NANTERRE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	47 505,00	74,05%
Frais d'ingénierie	3 180,00	4,96%
Frais de communication	7 000,00	10,91%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	6 470,00	10,08%
Total	64 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	15 000,00	23,38%
CROUS Paris	20 000,00	31,17%
Crédit Coopératif	4 000,00	6,23%
MGEN	3 000,00	4,68%
Fonds propres	6 155,00	9,59%
DRAC IDF	8 000,00	12,47%
Préfecture de Paris	2 000,00	3,12%
Ville de Paris	6 000,00	9,35%
Total	64 155,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075867 - Anime ta résidence !**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION DE LA FONDATION  
ETUDIANTE POUR LA VILLE  
Adresse administrative : 221 RUE LA FAYETTE  
75010 PARIS 10  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame CLOTILDE GINER, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Premier réseau d'étudiants engagés en France, l'AFEV :

- Développe une culture et des parcours d'engagement pour les étudiants, en leur proposant une (première) expérience d'engagement solidaire,
- Contribue à la reconnaissance des apports de l'engagement dans les parcours universitaire et citoyen des étudiants,
- Contribue à la constitution de territoires solidaires, en proposant des formes d'engagement des étudiants dans les quartiers populaires, jouant par là un rôle de trait d'union entre l'Universités et le territoire.

Pendant deux ans, l'AFEV a développé un programme de sensibilisation à l'engagement dans des résidences universitaires (En 2022-2023, organisation de 44 animations et interventions dans 14 sites résidences des CROUS franciliens et d'ESPACIL, participation de 500 étudiants et engagement de 12 étudiants dans le mentorat ou le service civique). Par cette participation, les étudiants ont davantage exprimé le besoin et l'envie de se retrouver dans un cadre collectif avant de se projeter sur des missions ou un parcours d'engagement. L'AFEV et ses partenaires souhaitent pour l'année universitaire 2023-2024

axer la dynamique du projet dans cet objectif.

Déployé sur 11 résidences (CROUS de Créteil et de Paris, Espacil, Hénéo, ARPEJ), le projet comprend deux axes d'actions : la dynamisation et l'appui de l'engagement étudiant et l'appropriation des étudiants de leurs lieux de vie.

L'objectif est l'émergence de projets à l'initiative des étudiants des résidences, à partir de leurs envies d'agir sur des thématiques et de leurs demandes concernant les ressources locales, en coconstruction avec les collectivités, services publics, structures ressources et associations locales des territoires des résidences concernées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- PARIS
- CHAMPS-SUR-MARNE
- NANTERRE
- SAINT-DENIS
- VILLETANEUSE
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- ARGENTEUIL
- CERGY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	77 700,00	77,70%
Frais d'ingénierie	7 000,00	7,00%
Frais de communication	9 100,00	9,10%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	6 200,00	6,20%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Ville de Paris, Nanterre et Champs-sur-Marne	10 500,00	10,50%
ESPACIL	4 000,00	4,00%
ARPEJ	2 500,00	2,50%
HENEO	4 000,00	4,00%
CROUS Créteil	7 500,00	7,50%
CROUS Paris	3 000,00	3,00%
ASP	8 400,00	8,40%
Fonds propres	10 100,00	10,10%
Total	100 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077348 - Résident'activ**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	116 800,00 € TTC	29,97 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALTERNATURE  
Adresse administrative : 74 RUE MARCEL CACHIN  
93000 BOBIGNY  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Goran KAYMAK, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

Le projet consiste en l'organisation dans des résidences de plusieurs ateliers destinés à combattre l'isolement, l'insécurité alimentaire et le décrochage universitaire des étudiants. Chaque atelier est conçu pour renforcer la solidarité et les liens sociaux entre les étudiants résidents, éveiller la conscience environnementale et l'éco responsabilité, tout en facilitant la communication et le partage d'astuces. Ils encouragent également l'engagement étudiant dans des projets bénéfiques à la communauté universitaire et facilitent les interactions entre le monde étudiant et les acteurs locaux.

Lors de l'année universitaire 2022-2023, l'association est intervenue dans 9 résidences universitaires de 7 villes de Seine-Saint-Denis, soit 31 ateliers encadrés en faveur de 837 étudiants. Parmi les participants l'année dernière, 6 étudiants de l'Université Sorbonne Paris Nord ont pu valoriser leur engagement dans leur cursus universitaire.

Dans la continuité du projet Alter'Résidents soutenus en 2022-2023, le projet proposé comprend :

- l'organisation d'ateliers DIY (Do It Yourself) : fabrication de bougies avec de la cire d'abeille, apiculture, cosmétiques naturels, compostage, tri des déchets, handisport ...
- Collaboration avec Canal 93 pour offrir aux étudiants un accès privilégié à la culture (concerts,

spectacles, danse...)

- Participation au "LudoMaker", un Fab Lab dédié à la conception de jeux, jouets et dispositifs ludiques de sensibilisation au développement durable,
- Atelier de friperie solidaire,
- Ateliers d'apiculture, sur l'alimentation et prévention santé.

Le projet sera à nouveau déployé sur des résidences universitaires de Seine-Saint-Denis : Bobigny (Convention, tour de l'illustration Frida Khalo), Villetaneuse (Îlot des Poiriers), d'Argenteuil (Foch) et celles d'Espace Habitat : Omega (Aubervilliers), Albert Jacquard (Stains), Pierre-Gilles de Gennes (Epinay-Sur-Seine), soit un effectif de 3000 résidents.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS
- LA COURNEUVE
- EPINAY-SUR-SEINE
- STAINS
- VILLETANEUSE
- BOBIGNY
- VAUJOURS
- ARGENTEUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	56 800,00	48,63%
Frais d'ingénierie	10 000,00	8,56%
Frais de communication	5 000,00	4,28%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	45 000,00	38,53%
Total	116 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	35 000,00	29,97%
Ville de Bobigny	5 000,00	4,28%
Université Sorbonne Paris Nord - FSDIE	26 800,00	22,95%
CROUS Créteil	10 000,00	8,56%
ESPACIL Habitat	5 000,00	4,28%
Direction régionale et interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL)	20 000,00	17,12%
Préfecture de Seine-Saint-Denis	10 000,00	8,56%
Fonds propres	5 000,00	4,28%
Total	116 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077415 - Vie résidentielle des résidences universitaires HOME'R**

**Dispositif** : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

**Délibération Cadre** : CR2020-048 du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 932-23-65748-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	14 000,00 € TTC	60,00 %	8 400,00 €
Montant total de la subvention			8 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALJT ASS LOGEMENT JEUNES TRAVAILLEURS  
Adresse administrative : 18 RUE GOUBET  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur PASCAL VAN LAETHEM, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet au titre de l'année universitaire 2023-2024, à considérer du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Description :**

L'ALJT (Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs) gère 75 résidences en Île-de-France (propriétés d'organismes HLM). Avec un parc de 8 300 logements, l'ALJT accueille chaque année près de 12 000 jeunes. L'ALJT propose à tous les jeunes qu'elle loge, des services d'accompagnement pour favoriser leur autonomie.

Pour répondre au mieux aux différents publics jeunes, l'ALJT a développé le réseau HOME'R®, 13 résidences exclusivement destinées aux étudiants et jeunes chercheurs. Réparties sur 5 départements franciliens, elles hébergent 2300 étudiants.

Dans une logique de responsabilité sociétale au-delà de ses missions d'hébergement, l'ALJT souhaite amplifier les initiatives en faveur de l'animation de ces résidences et de l'engagement étudiant, en faveur d'une meilleure appropriation des lieux de vie.

Le projet repose sur la thématique de l'agriculture urbaine et solidaire, ainsi que l'alimentation. A partir des

résidences de Paris Belleville et de Juvisy qui disposent d'espaces dédiés à l'agriculture urbaine, l'ALJT souhaite inciter les étudiants à s'engager dans leur entretien et leur gestion, voire l'engagement dans d'autres associations locales œuvrant dans ce domaine de l'agriculture urbaine et solidaire. Les produits récoltés constitueront le support pour des temps de cuisine et de repas partagés, de sensibilisation à la nutrition dans les autres résidences du réseau, en coordination avec des associations locales (AMAP à Gennevilliers). Conformément à la charte d'engagement signée par les locataires, les étudiants sont invités à s'engager plus largement dans l'esprit de l'ALJT, autour du "loger autrement", par des initiatives en faveur du développement durable et citoyen, de l'alimentation et de la santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	5 000,00	35,71%
Frais de communication	600,00	4,29%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	8 400,00	60,00%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	8 400,00	60,00%
Collectivités locales	500,00	3,57%
Association Veni Verdi	500,00	3,57%
Fonds propres	4 600,00	32,86%
Total	14 000,00	100,00%

## **ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE ANIMATION RESIDENCES ETUDIANTES**



Convention de mise en œuvre du dispositif régional  
« Soutien à l'animation des résidences étudiantes  
par l'engagement de leurs résidents »

Année Universitaire **XXXX-XXXX**

## CONVENTION N°XX XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du **DATE DE VOTE**, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **LIBELLE DU TIERS** (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : **FORME JURIDIQUE DU TIERS**

N° SIRET : **XXXXXXXXXX XXXXX**

Code APE : **XX.XXX** (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : **ADRESSE ADMINISTRATIVE**

ayant pour représentant **CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION** (représentant signataire convention)  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

### **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2020-048 du 19 novembre 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CPXXXX-XXX du **DATE DE VOTE**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention n° **CODE DU DOSSIER**).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **MONTANT BASE ELIGIBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

#### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Transmettre à la Région à la mi-année universitaire (février) un bilan intermédiaire du projet soutenu. Ce bilan intermédiaire pourra faire l'objet d'un rendez-vous bilatéral entre la Région et le bénéficiaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

**Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de**

communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

*Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

*Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

*Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

*Justificatifs de visibilité :*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

*Organisation d'un temps protocolaire :*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

*Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 2 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte rendu financier de l'opération. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 2 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la

lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

LIBELLE DU TIERS

CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

**ANNEXE 4 NON DIFFUSABLE : LISTE BENEFICIAIRES  
BOURSES MOBILITE DOCTORANTS**



Dispositif « Bourses Mobilité IDF Doctorants » – Année universitaire 2023-2024  
Liste des bénéficiaires du 1<sup>er</sup> appel à candidatures  
*à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

---

**ANNEXE 5 NON DIFFUSABLE : LISTE BENEFICIAIRES  
BOURSES MOBILITE IDF BTS**

« Bourses Mobilité IDF – BTS » - Année universitaire 2022-2023  
Liste complémentaire des bénéficiaires du dispositif

*à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

---